

<https://www.zurbains.com/societe/immobilier/coronavirus-les-commerçants-demandent-l-annulation-des-loyers.html>



Coronavirus : les commerçants demandent l'annulation des loyers

- Société - Immobilier -



Date de mise en ligne : mercredi 18 mars 2020

Copyright © Zurbains - Tous droits réservés

Coronavirus : les commerçants demandent l'annulation des loyers

"De très nombreux commerçants n'ont plus aucune activité dans leurs magasins depuis le 15mars", soulignent dans un communiqué commun l'Alliance du commerce, la Fédération du commerce coopératif et associé, la Fédération française de la franchise (FFF), la Fédération nationale de l'habillement (FNH) et Procos.

Ainsi, ces entreprises "font face à d'importants besoins de trésorerie et mettent tout en oeuvre pour sauver les emplois".

Dans ce contexte, ces cinq organismes réclament "l'annulation pure et simple des loyers et des charges pour la durée de la fermeture des commerces". Pour ceux restés ouverts, ils souhaitent également que le montant des loyers soit adapté à "l'activité réelle".

"Les bailleurs doivent comprendre que la survie de leurs locataires et des différents points de vente est en jeu", insistent les fédérations qui appellent également "les pouvoirs publics à mettre en place des aides aux propriétairesbailleurs".

Lundi, le président Emmanuel Macron a promis un soutien massif de l'État pour éviter des faillites d'entreprises et des licenciements massifs dus au marasme engendré par l'épidémie de coronavirus, qui met une grande partie de l'économie à l'arrêt.

Pour les petites entreprises, le président a pris des mesures ciblées, après celles déjà annoncées de report de charges sociales et fiscales, et de chômage partiel pris en charge au-delà du Smic.

"Les factures d'eau, de gaz, d'électricité ainsi que les loyers devront être suspendus" pour ces entreprises, a-t-il notamment indiqué.

Lundi aussi, le Conseil national des centres commerciaux (CNCC) a recommandé à ses adhérents bailleurs de suspendre "temporairement" le recouvrement des loyers et des charges du mois d'avril, "dans l'attente des décisions qui seront prises par le gouvernement" d'ici-là.

La foncière Ceetrus, propriété du groupe français Auchan Holding, a déjà indiqué mardi qu'elle allait suivre la recommandation concernant les magasins fermés.

De leur côté, parmi les grandes foncières commerciales, Klépierre et Unibail-Rodamco-Westfield (URW) n'ont pas précisé ce qu'elles envisageaient de faire.

"A ce stade, il est trop tôt pour évaluer l'incidence de ces fermetures administratives sur les obligations contractuelles des locataires du groupe", a notamment estimé Klépierre dans un communiqué publié mardi.

Même constat du côté d'URW, qui précise avoir démarré un "dialogue actif" avec ses locataires pour évaluer comment faire face à cette situation sans précédent.

vac/jdy/tq/nth

Post-scriptum :

L'adresse originale de cet article est <https://www.francetransactions.com/...>